

Louis BLANC

extrait de “*Les hommes de 1848*”

par Auguste VERMOREL.

- 1869 -

Le peuple, dans les révolutions, poursuit avant tout une amélioration de son sort. Les révolutions qui ont simplement pour résultat de faire passer le pouvoir en d'autres mains, peuvent bien lui donner une certaine satisfaction morale, mais elles ne profitent en réalité qu'à ceux qui remplacent les pouvoirs déchus. Et il arrive généralement que ces bénéficiaires des révolutions, se souvenant des moyens qui les ont fait arriver au pouvoir, appliquent toutes les ressources de leur expérience à prévenir plus efficacement le retour, à leurs dépens, d'un semblable accident, c'est-à-dire à mieux contenir le peuple, dont la souveraineté, souvent invoquée dans la logomachie politique, ne s'affirme effectivement en réalité que dans ces grands cataclysmes qui renversent les gouvernements. C'est ainsi que toutes les révolutions purement politiques, qui se sont succédé en France depuis moins d'un siècle, n'ont abouti qu'à restreindre toutes les libertés. Il n'en sera autrement que lorsque les révolutions seront faites avec un programme déterminé dont elles poursuivront l'exécution sans se laisser détourner, et ce programme, pour être sérieux, doit être social plus encore que politique. Car, suivant une observation profonde d'Armand Carrel, “*toute question de forme politique a ses données dans l'état de la société, nullement ailleurs*”. La liberté est un mot vague, qui ne signifie rien par lui-même; et c'est précisément parce qu'il n'engage à rien ceux qui l'invoquent, que tous les partis l'inscrivent si facilement sur leur drapeau.

La liberté politique, d'après les définitions classiques du droit constitutionnel, est la faculté qu'a tout citoyen de concourir soit par lui-même, soit par ses représentants à la formation de la loi. Mais Mirabeau, dans son *Essai sur le Despotisme*, publié quelques années avant la révolution de 1789, disait avec raison que les lois positives sont les pires ennemies de la loi naturelle, qui est la vraie charte de la liberté humaine; et il donnait à sa pensée cette formule saisissante: «*Les hommes forgèrent leurs chaînes en établissant leurs législations!*» Ainsi donc ce qu'on appelle la liberté, c'est le droit de faire des lois, c'est-à-dire le droit d'enchaîner la liberté. Toutes les disputes sur la liberté, n'ont pas d'autre objet que de savoir à qui appartiendra le pouvoir, c'est-à-dire l'arbitraire (1), et tous les systèmes politiques ne se sont guère préoccupés jusqu'ici que de déplacer le siège de l'arbitraire gouvernemental. Il s'agit toujours pour le peuple de savoir à quelle sauce il sera mangé et c'est pour lui une médiocre consolation que celle que peut lui donner la faculté de choisir lui-même la cuisine ou le cuisinier.

Les révolutions qui se proposent une amélioration sociale sont les seules qui puissent profiter réellement au peuple, et n'être pas pour lui une duperie. La révolution de 1789, politique à son origine, car il importait avant tout d'écarter l'obstacle invincible qu'opposait le féodalisme nobiliaire et ecclésiastique, devint sociale par ses tendances. Et même les théoriciens de la première heure, ceux du moins qui avaient une vue profonde et désintéressée, en tête Mirabeau et Condorcet, l'avaient bien comprise ainsi (2). Mais la formule n'était pas trouvée, et pour avoir voulu chercher à la dégager prématurément, Babœuf

(1) Cette remarque profonde est de Proudhon, dans son livre *Du principe fédératif*: «*L'arbitraire est fils, savez-vous de qui? Son nom vous le dit: du libre arbitre, de la liberté. Chose admirable! Le seul ennemi contre lequel la liberté ait à se tenir en garde, ce n'est pas au fond l'autorité, que tous les hommes adorent comme si elle était la justice: c'est la liberté même, liberté du prince, liberté des grands, liberté des multitudes, déguisée sous le masque de l'autorité*».

(2) «*En dernière analyse, disait Mirabeau, le peuple ne jugera de la Révolution que par ce seul fait: Lui prendra-t-on plus ou moins d'argent dans sa poche? Vivra-t-il plus à son aise? Aura-t-il plus de travail? Le travail sera-t-il mieux payé?*»

expia son audace sur l'échafaud, où l'avaient précédé d'ailleurs Jacques Roux et les Hébertistes. L'Empire ajourna et étouffa jusque dans leurs racines tous ces graves problèmes; la Restauration vint ajouter toutes les menaces d'un retour de l'ancien régime à celles du despotisme impérial dont elle avait recueilli pieusement l'héritage. La lutte pour la liberté domina tous les autres intérêts, et la révolution de 1830 fut trop promptement escamotée pour laisser le temps de se reconnaître aux partisans des réformes sociales. Le peuple d'ailleurs n'était pas préparé, et bien que Saint-Simon et Fourier eussent déjà publié leurs livres, il était complètement ignorant des théories socialistes. Mais il comprit bien qu'il avait à demander quelque chose de plus que ce qui lui avait été donné par le gouvernement de 1830, et les diverses écoles socialistes, saisissant l'occasion propice, firent de nombreux prosélytes et acquirent une rapide popularité. Leur propagande fut secondée au début par les économistes qui allaient devenir leurs plus ardents adversaires. L'attention des économistes avait été attirée par la misère des classes laborieuses, qui apparaissait comme le résultat de la grande industrie. Quelques livres publiés par des hommes autorisés avaient produit une grande sensation, tels que le *Tableau de l'état physique et moral des Ouvriers*, par M. Villermé; *la Misère des classes laborieuses*, par M. Buret; et la question avait été résumée sous ses aspects les plus saisissants par M. Blanqui, l'économiste, dans un célèbre *Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques*. Dans un premier mouvement de sincérité, M. Blanqui n'hésitait pas à consacrer les aspirations du socialisme comme étant la moralité nécessaire qui se dégagait de cette enquête sur la situation, et à proposer la solution du problème soulevé par les socialistes comme la conclusion véritable de la science économique: «*L'économie politique doit à l'humanité des comptes, disait-il: il faut qu'elle fasse disparaître les inégalités sociales et les dernières traces du prolétariat. Il faut qu'elle ait les yeux toujours fixés sur cette grande loi de la répartition la plus équitable des profits du travail; tant qu'il y aura des milliers d'hommes qui seront privés des premières nécessités de la vie au milieu d'une société riche de tant de capitaux et de tant de machines, il restera quelque chose à faire et la science de l'économiste ne sera pas finie*».

Le socialisme, bientôt répudié par les économistes (3) qui eurent le tort grave de donner à leur antagonisme scientifique les proportions d'un antagonisme social entre la bourgeoisie et le peuple, le socialisme, n'en fit pas moins de rapides progrès parmi les classes populaires qui se groupaient autour des diverses écoles, entraînées par l'instinct plus encore que par l'intelligence: la doctrine simple, mais peu scientifique du communisme, enseignée notamment par M. Cabet, ralliait surtout de nombreux adhérents. En 1847, toutes les tendances du peuple étaient socialistes. Le 19 janvier de cette année M. Delessert, préfet de police, dans un rapport au roi sur l'état des esprits signale «*cette tendance des partis anarchiques à négliger les questions de politique proprement dite pour se jeter dans les idées de rénovation sociale, tendance plus vive que jamais et qui mérite de la part de l'autorité une attention sérieuse (4)*». Dans son article de la *Revue des Deux-Mondes* sur la situation publié le 1er janvier 1847, M. de Morny disait: «*Ne nous faisons pas illusion. Une révolution ne s'accomplirait plus au profit d'une opinion, elle se ferait au profit du communisme*». M. de Morny faisait à ce propos une charge à fond de train contre le socialisme, dénonçant ceux qui demandent l'égalité sociale, comme des insensés ou des criminels. Mais néanmoins il donnait au gouvernement et au parti conservateur ce sage avertissement, dont les libéraux eussent pu aussi faire leur profit: «*Nous avons, disait-il, de grands et sérieux devoirs à remplir. Nous devons nous appliquer à l'étude, non pas tant des réformes politiques qui ne constituent après tout qu'un a besoin factice, mais des questions sociales et matérielles. Sachons entreprendre en industrie, en commerce, en finances, toutes les réformes qui doivent tendre au bien-être des masses, et améliorer le sort de la classe ouvrière... Il faut prouver aux classes pauvres que la société s'occupe*

(3) «*Hostiles par principe à toute intervention de l'Etat dans les transactions commerciales et dans la législation industrielle, tout en l'admettant par nécessité dans certains cas, les économistes ne proposaient aucun moyen efficace de remédier aux dangers d'une liberté illimitée, et semblaient ne pas croire qu'on put constituer une action sociale, indépendante du pouvoir politique exercée par tous au profit de tous, corrigeant la liberté par la solidarité, la rivalité par l'association et l'abus du droit par une justice supérieure*». Daniel Stern, *Histoire de la révolution de 1848*.

(4) M. Delessert énumère dans son rapport les principales publications socialistes: ce sont d'abord les journaux, *la Fraternité*, organe du communisme athée et absolu; *le Populaire* organe du communisme mitigé par M. Cabet, *la Revue sociale* de M. Pierre Leroux; *l'Enquête sociale* de M. Dubouche qui prêche le retour aux anciennes corporations; *l'Atelier* qui prêche l'association volontaire". Outre la réimpression des brochures de M. Cabet répandues avec une persévérance infatigable, M. Delessert signale parmi les livres qui ont le plus d'influence sur le peuple et l'entretiennent dans les tendances socialistes: *les Evangiles* traduits et annotés par M. de Lamennais, *le Vrai christianisme d'après Jésus-Christ*, par M. Cabet; *Organisation de la liberté et du bien-être universel*, par M. Dezamy; *les Contradictions économiques* par M. Proudhon; *l'Essai sur la liberté considérée comme principe et fin de l'activité humaine*, par Daniel Stern.

de leur venir en aide avec une constante sollicitude; perdre moins de temps en beaux discours, et étudier davantage leurs intérêts et leurs besoins; s'acharner moins aux questions de cabinet et prêter plus d'attention aux questions sociales».

Tous les économistes sincères ont reconnu la légitimité des revendications du socialisme, qu'il ne faut pas confondre avec le communisme, et qui poursuit non pas du tout l'abolition de la propriété et de la famille, mais au contraire l'accession de tous les hommes aux jouissances de la propriété et de la famille par la réalisation de l'égalité sociale. Il faut que la société cesse d'être divisée en deux classes, dont l'une est condamnée au travail et à la misère, tandis que l'autre ne connaît que les gênes relatives de la vie et s'en partage exclusivement les avantages. Le problème posé par le socialisme, c'est le problème de l'organisation du travail ou pour autrement dire, de la distribution des richesses qui est une des faces scientifiques de l'économie politique; les économistes routiniers partisans du statu quo s'obstinent à ne vouloir considérer que la question de la production de la richesse. «Or, dit M. Stuart Mill, l'éminent économiste anglais, dont le nom fait autorité dans toute l'Europe savante, *c'est seulement dans les pays arriérés que l'accroissement de la production a quelque importance: dans ceux qui sont plus avancés, on a bien plus besoin d'une distribution meilleure. Le but à poursuivre, dit M. Stuart Mill, c'est d'arriver à l'égalité des fortunes, autant que cela est possible, sans attenter à la liberté que chacun a de disposer des fruits de son travail*». Il fait cette déclaration très nette: «*Je ne reconnais ni comme juste, ni comme bon un état de société dans lequel il existe une classe qui ne travaille pas, où il y a des êtres humains qui sans être incapables de travailler et sans avoir acheté le repos par un travail antérieur, sont exempts de participer aux travaux qui incombent à l'espèce humaine*». Enfin il fait la critique suivante de la propriété, telle qu'elle est actuellement organisée: «*Les lois de la propriété ne se sont jamais encore conformées aux principes sur lesquels repose la justification de la propriété privée. Elles ont fait une propriété de choses qui ne devraient jamais être considérées comme telles, et créé une propriété absolue là où il n'aurait dû exister qu'une propriété conditionnelle. Elles n'ont pas tenu la balance équitablement entre les créatures humaines, mais elles ont accumulé les obstacles pour quelques-uns, afin de donner des avantages au reste de la Société; elles ont à dessein entretenu les inégalités et empêché que tous pussent s'élancer sans obstacle dans la carrière... La propriété individuelle, toutes les fois qu'on entreprend sa défense, est supposée impliquer la garantie aux individus du fruit de leur propre travail et de leur propre abstinence. La garantie des fruits du travail et l'abstinence des autres, qui leur est transmise sans aucun mérite ou effort de leur part, n'est pas l'essence même de l'institution, mais une conséquence purement passagère qui, arrivée à un certain point, ne favorise pas, mais combat les fins qui rendent légitime la propriété individuelle*».

Cette digression était utile pour bien poser la question du socialisme, qui a exercé une influence considérable dans les péripéties de la Révolution de 1848, et pour dissiper des préjugés entretenus par l'ignorance ou la mauvaise foi. Mme Daniel Stern, dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, exprime bien le sentiment qui inspirait les revendications socialistes du peuple: «*Les temps étaient passés où le malheureux accablé de l'injustice du sort en appelait silencieusement, le front dans la poussière, à la miséricorde divine et à la vie future. Debout et impatient, il allait désormais demander raison de sa souffrance à la société. Il voulait sa part ici-bas. Il ne l'implorait plus au nom de la pitié, il l'exigeait au nom de la justice*». Mais aussi le peuple ne demandait pas à retourner contre les autres la force dont on avait abusé contre lui, et ce sentiment profond de la justice était la meilleure garantie de la dignité et de la grandeur de ses réclamations en même temps que de leur légitimité (5).

(5) La Revue des Deux-Mondes, le plus important des organes conservateurs, dut reconnaître, sous la pression des événements, la légitimité des revendications socialistes. Voici en quel terme s'exprime ce recueil sur le décret du gouvernement provisoire du 23 février, proclamant le droit au travail: «*Depuis que la pensée française a commencé, dans le dernier siècle, l'émancipation politique du monde, personne n'a plus nié en principe le droit des individus et des masses au bien-être comme récompense de leur travail. Il y a eu même pour arriver à un résultat aussi légitime de sincères efforts honorablement tentés; mais, il faut en convenir, aucun gouvernement jusqu'ici ne s'est mis en mesure de marcher à un pareil but avec une énergie, avec une activité vraiment efficaces. Une pareille négligence n'est pas une des moindres causes de ces chutes profondes qui, au premier abord confondent les imaginations. Assurément il n'est pas à craindre que le régime qui sortira de la révolution de 1848 tombe dans la même faute; mais il faut qu'à l'ardent amour de l'humanité et du peuple, qui fait battre aujourd'hui tant de cœurs, s'associe une science sociale, compréhensive et impartiale, qui aille au fond de tous les problèmes, tienne compte de tous les droits et sache établir entre toutes les classes de travailleurs des relations intimes et de sincères sympathies*».

Le caractère de la révolution de Février fut, dans l'esprit du peuple, social non moins que politique. Si le premier mouvement du peuple, le 24 février, fut d'exiger la proclamation de la république, nous avons dit comment, le 25 février, pour achever la manifestation de ses sentiments, il exigea la reconnaissance du droit au travail.

Le représentant le plus populaire du socialisme était M. Louis Blanc, qui avait eu la bonne fortune d'exprimer toutes les aspirations les plus vives du moment, dans le titre d'un de ses livres, *l'Organisation du travail*. Journaliste distingué, M. Louis Blanc avait l'avantage de représenter l'alliance étroite de la politique et du socialisme. Écrivain de premier ordre, il avait donné sa mesure dans *l'Histoire de Dix Ans* où l'âpreté du pamphlétaire s'unissait à l'élévation de l'historien, et il venait d'édifier le portique monumental de son *Histoire de la Révolution*. Il avait pris une part active à la campagne des banquets et avait prononcé un discours remarquable au banquet de Dijon. Nous avons dit que *la Réforme*, éprouvant la nécessité d'entrer plus nettement dans les voies socialistes, l'avait chargé de rédiger son nouveau programme. Avec l'ouvrier Albert il fut le représentant désigné du socialisme au sein du gouvernement provisoire, et les objections que ses collègues voulurent au premier abord élever contre lui dénotaient de leur part une inintelligence bien grande de la réalité de la situation. M. Louis Blanc, lui-même, a écrit avec vérité (6): «*Le peuple nous voulait à cette place: elle nous appartenait, nous la prîmes*».

Au 24 février, et pendant deux mois, jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, M. Louis Blanc fut, on peut le dire, le maître véritable de la situation. En réalité, le sort du gouvernement provisoire était dans sa main, parce que c'était en lui que le peuple reposait toute sa confiance, et sur un geste de lui, ce peuple qui n'avait pas encore abdiqué et ne s'était pas encore laissé reprendre sa souveraineté, eût renversé le gouvernement provisoire avec la même facilité qu'il l'avait élevé.

Les collègues de M. Louis Blanc commencèrent à avoir conscience de cette situation le 28 février. Une manifestation populaire composée des divers corps d'état, avec leurs bannières portant pour devise: *Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme*, se rendit ce jour-là à l'Hôtel-de-Ville, pour demander la création d'un ministère du progrès, chargé de préparer l'organisation du travail promise et de réaliser les légitimes espérances du peuple. Le gouvernement provisoire, qui ne s'était laissé arracher qu'à regret la reconnaissance du droit au travail et qui ne s'attendait pas à se voir mis sitôt en demeure de réaliser ses promesses, fut épouvanté de cette démarche (7).

MM. de Lamartine et Garnier-Pagès s'élevèrent avec une violence extrême contre ces exigences. MM. Louis Blanc et Albert soutinrent vivement de leur côté la pétition populaire, et déclarèrent qu'ils donneraient leur démission si le vœu du peuple n'était pas accueilli. Cette fermeté ne fit qu'accroître l'épouvante des autres; ils comprenaient bien que cette démission collective des deux hommes qui représentaient en quelque sorte l'élément populaire au sein du gouvernement serait le signal d'une révolution nouvelle, dont le succès n'était pas douteux, car il n'existait aucune force publique pour la réprimer.

Il fallait donc employer la persuasion ou transiger, MM. Garnier-Pagès et Marrast proposèrent, au lieu d'un ministère, de créer, une commission qui élaborerait les questions relatives au travail et à l'amélioration morale et matérielle du sort des ouvriers. La présidence de cette commission serait confiée à M. Louis Blanc; il refusa d'abord: «*Que ferai-je? disait-il, sans pouvoir, sans budget, sans aucun moyen de réaliser nos idées? Que dirai-je à ce peuple qui m'aime s'il me reproche de l'avoir trompé? On voudrait l'endormir par des paroles captieuses. On me juge propre à mieux jouer qu'un autre ce rôle perfide. On me demande de faire devant des hommes affamés un cours sur la faim. Mon honneur s'y refuse autant que ma conscience. Si le peuple doit être trahi encore, que ce soit du moins par d'autres que par moi*».

(6) Pages d'histoire de la Révolution de février 1848.

(7) Cela prouve combien ces hommes avaient peu le sentiment de la situation. Comme le faisait observer justement M. Louis Blanc dans son *Compte-rendu à l'Assemblée constituante*, - le peuple, «*en demandant l'organisation du travail et la formation d'un ministère du progrès, prouvait que sa grande préoccupation était celle de l'ordre. Ce peuple sur le front et dans les yeux duquel rayonnait encore la victoire récente, ce qu'il venait demander, c'était une paix fécondée par le travail; ce peuple venait de faire une révolution, et ce qu'il venait demander, c'était la création d'un ministère du progrès, c'est-à-dire une administration ayant pour mission de prévenir désormais la violence par l'étude, et de rendre à jamais les révolutions impossibles*».

Mais M. Louis Blanc se laissa vaincre par les instances de M. Arago, qui fit appel à d'anciens souvenirs tout-puissants sur son cœur, et qui offrit de l'assister lui-même et de partager avec lui la responsabilité de ce rôle dont il devait affronter les difficultés pour le salut de la République (8). C'est ainsi que fut créée la *Commission du gouvernement pour les travailleurs*, et le Luxembourg fut désigné comme siège de cette commission dont M. Louis Blanc fut nommé président et M. Albert vice-président. La résolution fut annoncée immédiatement aux délégués du peuple, et le lendemain parut le décret suivant qui consacrait une seconde fois le caractère social de la Révolution:

Considérant que la révolution faite par le peuple doit être faite pour lui; qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques, souffrances des travailleurs; que la question du travail est d'une importance suprême; qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un gouvernement républicain; qu'il appartient surtout à la France d'étudier ardemment et de résoudre un problème posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles de l'Europe; qu'il faut aviser sans le moindre retard à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail;

Le gouvernement provisoire de la République arrête:

Une commission permanente, qui s'appellera Commission du gouvernement pour les travailleurs, va être nommée avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort.

Pour montrer quelle importance le gouvernement provisoire de la République attache à la solution de ce grand problème, il nomme président de la Commission du gouvernement pour les travailleurs un de ses membres M. Louis Blanc et pour vice-président un autre de ses membres M. Albert, ouvrier.

Des ouvriers seront appelés à faire parti de la Commission.

Le siège de la Commission sera au palais du Luxembourg.

Armand Marrast, Garnier-Pagès, Arago, Albert, Marie, Crémieux, Dupont (de l'Eure), Louis Blanc, Le-dru-Rollin, Flocon, Lamartine.

Depuis, M. Louis Blanc se plaignit amèrement de la position qui lui avait été faite par son isolement au Luxembourg: il dit qu'on lui avait donné, au lieu d'un ministère, la présidence d'une commission d'études, sans ressources administratives et sans budget, pour lui enlever tout moyen d'appliquer les idées qu'on se réservait de déclarer plus tard inapplicables. Il est vraisemblable que ses collègues du gouvernement provisoire avaient eu en effet l'intention de de lui tendre un piège (9). Mais en réalité ce qui faisait sa faiblesse apparente pouvait devenir sa force véritable. Il pouvait, dans cet isolement qui dégagait sa personnalité, étudier et arrêter, d'accord avec le peuple, un programme net et précis, dont il serait ensuite venu imposer l'exécution au gouvernement.

M. Louis Blanc n'était pas à la hauteur de cette tâche: il était le littérateur et le poète du socialisme, mais il n'en possédait pas la science pratique, ni même la science théorique. Obligé de formuler son système au grand jour, et d'en poursuivre la réalisation, il ne pouvait pas lui être possible d'en dissimuler la complète inanité. Son livre de l'Organisation du travail contient des déclamations éloquentes et des tableaux saisissants, mais il est absolument nul au point de vue scientifique. Il ne fait dans tous les cas qu'organiser le salaire: c'est une conception fantaisiste de l'atelier, mais qui respecte en réalité le statu quo qu'il importe de détruire; il laisse subsister la hiérarchie des fonctions, il suppose toujours l'existence d'une classe d'hommes plus intelligents et meilleurs, d'hommes élus, destinés à conduire le peuple des travailleurs, qui reste confiné dans l'atelier. C'est là le grand inconvénient des systèmes communistes, qui sont tous plus ou moins autoritaires parce qu'ils supposent nécessairement des chefs de la communauté. La seule idée originale de M. Louis Blanc, c'est l'égalité des salaires; mais cette idée est puérile et impraticable, et elle n'a pas résisté à la première expérience qui en a été faite (10).

(8) M. Arago, qui eut ainsi une si large part à la création de la *Commission des travailleurs*, ne pardonna pas pourtant à M. Louis Blanc cette concession faite à la nécessité des circonstances. Dans l'enquête Quentin Bauchart, il déclare que: c'est le Luxembourg qui a été la cause de tout le mal.

(9) Voici ce que rapporte à ce sujet dans son Histoire des ateliers nationaux, M. Emile Thomas, qui avait été placé à la tête de ces ateliers par M. Marie: «M. Marie me dit que l'intention bien arrêtée du gouvernement avait été de laisser s'accomplir cette expérience; qu'en elle-même elle ne pourrait avoir que de bons résultats, parce qu'elle démontrerait aux ouvriers tout le vide et toute la fausseté de ces théories inapplicables, et leur ferait apercevoir les conséquences désastreuses qu'elles entraîneraient pour eux-mêmes; qu'alors, désabusés pour l'avenir, leur idolâtrie pour M. Louis Blanc s'écroulerait toute seule, et que désormais il perdrait ainsi tout son prestige, toute sa force, et cesserait d'être jamais un danger».

(10) M. Louis Blanc, pendant qu'il dirigeait les travaux du Luxembourg, fonda une association des tailleurs auxquels il fit donner pour atelier la prison pour dettes de Clichy, devenue vacante par l'abolition momentanée de la contrainte par corps. Après avoir essayé dix-huit mois le système de l'égalité des salaires, cette association dut y renoncer et adopter

M. Louis Blanc, il put le reconnaître, manque de toute vue d'ensemble: il n'y a pas trace dans son livre d'un plan positif de réorganisation sociale.

Or il ne sut rien dire de plus au Luxembourg, et toutes les applications pratiques qu'il sut trouver se bornèrent à la réduction des heures de travail et à l'abolition du marchandage, mesures pour lesquelles le gouvernement ne lui refusa pas son concours, et qui furent aussitôt transformées en décret. Il ne restait plus qu'à décréter le taux des salaires. On ne pouvait faire preuve d'une ignorance plus grande, ni acte d'une plus complète impuissance. C'était s'attaquer à l'effet au lieu de remonter à la cause, introduire une perturbation arbitraire dans les conditions du travail, et légitimer par le fait l'économie générale de son organisation actuelle. Toujours dans ce même système, M. Louis Blanc fit office de prud'homme et s'entremet pour arranger des différends entre les ouvriers et les patrons: il a recueilli soigneusement pour la postérité les documents de ces arbitrages dans ses *Pages de l'Histoire de la Révolution de Février*, Mais nous nous demandons ce que M. Louis Blanc eût pu faire de plus, et surtout ce qu'il eût pu faire de plus décisif dans le sens de la réforme sociale, alors même qu'il eût eu un budget et des ressources administratives.

M. Louis Blanc, nous l'avons dit, eut réellement pendant deux mois la direction morale de la Révolution, et il ne tenait qu'à lui, s'il eût eu la capacité et la volonté de le faire, d'en prendre la direction effective, soit en imposant sa volonté à ses collègues, soit en se faisant substituer à eux par le peuple. Et le peuple ne demandait que cela. Impatient des obstacles qui s'opposaient au développement de la Révolution, obstacles dont il avait le pressentiment, le peuple prit spontanément, le 17 mars, l'initiative d'une manifestation ayant pour objet de solliciter le gouvernement à l'action et, en cas de refus, de modifier sa composition.

Mais M. Louis Blanc, qui partageait l'opinion du peuple de Paris sur la nécessité impérieuse qu'il y avait pour le salut de la République que le gouvernement prît hardiment l'initiative des vastes réformes à accomplir (11), M. Louis Blanc s'effraya de l'idée de la manifestation elle-même: «*J'avais de la peine à croire*, dit-il (*Pages d'Histoire de la Révolution de Février*) *que plus de 150.000 ouvriers traversassent tout Paris sans y causer la moindre agitation, sans y donner lieu au moindre désordre...*». «Une fois arrivés au pouvoir, fait observer à ce propos Proudhon, (*Confessions d'un révolutionnaire*), «*les hommes se ressemblent tous. C'est toujours le même zèle de l'autorité, la même méfiance du peuple, le même fanatisme de l'ordre. N'est-il pas plaisant de voir que, le 17 mars, les préoccupations qui agitaient M. Louis Blanc, fauteur secret de la manifestation, étaient précisément les mêmes que celles qui, trois semaines auparavant, avaient agité M. Guizot*».

M. Louis Blanc raconte comment il s'efforça de prévenir la manifestation annoncée, en obtenant d'avance du gouvernement provisoire l'ajournement des élections, qui devait être l'objet de la pétition populaire.

le travail aux pièces. Un des motifs qui ont fait abandonner ce système mérite d'être cité. «*En outre des vices dont j'ai parlé*, dit M. Feugueray « (l'Association ouvrière, industrielle et agricole), les tailleurs lui reprochaient d'engendrer sans cesse des discussions, des querelles, à cause de l'intérêt que chacun avait de faire travailler ses voisins. La surveillance mutuelle de l'atelier dégénérait ainsi en un esclavage véritable, qui ne laissait à personne la liberté de son temps et de ses actions. Ces discussions ont disparu par l'introduction du travail aux pièces».

(11) «*À peine sorti de l'acclamation populaire*, dit M. Louis Blanc (*Pages d'Histoire de la Révolution de Février*), le gouvernement provisoire avait eu à se demander comment il se définirait lui-même. Se considérerait-il comme une autorité dictatoriale, consacrée par une révolution devenue nécessaire et n'ayant à rendre ses comptes au suffrage universel qu'après avoir fait tout le bien qui était à faire? Bornerait-il au contraire sa mission à convoquer immédiatement l'Assemblée nationale, en se renfermant dans les mesures d'urgence, dans des actes d'administration d'une portée secondaire? Le Conseil se rangea à ce dernier avis. Pour moi, j'avais une opinion entièrement opposée à celle qui prévalut, et je regardais l'adoption de l'autre parti comme devant exercer la plus heureuse influence sur les destinées de la République nouvelle. Considérant donc l'état d'ignorance profonde et d'asservissement moral où les campagnes de France vivent plongées, l'immensité des ressources que ménage aux ennemis du progrès la possession exclusive de tous les moyens d'influence et de toutes les avances de la richesse, tant de germes impurs déposés au fond de la société par un demi-siècle de corruption impériale ou monarchique, enfin la supériorité numérique du peuple ignorant des campagnes sur le peuple éclairé des villes, je pensais que nous aurions dû reculer le plus loin possible le moment des élections; qu'il nous était commandé de prendre dans l'intervalle, et cela hautement, hardiment, sauf à en répondre sur nos têtes, l'initiative des vastes réformes à accomplir, réserve faite pour l'Assemblée nationale du droit de raffermir ensuite ou de renverser notre œuvre d'une main souveraine».

Mais l'ajournement des élections, c'était la lettre: le but réel qu'on se proposait, c'était de vaincre l'inaction systématique du gouvernement et de le déterminer à prendre les mesures dictatoriales que comportait la situation. Pour cela, il paraissait indispensable de modifier sa composition. Mais cela surtout épouvantait M. Louis Blanc, et, par une inconséquence qui n'était sans doute au fond que la conscience de sa propre impuissance, il se décida, bien que ses invitations ne fussent pas écoutées par ses collègues, à faire respecter à tout prix l'intégrité du gouvernement provisoire. Cette résolution prise vis-à-vis de lui-même, il ne doutait pas qu'il pourrait si «*facilement déjouer les projets des agitateurs inconnus qui voudraient faire sortir quelque orage de la multitude mise en mouvement*». Des agitateurs, s'écrie-t-il; M. Guizot disait: des factieux!

Cependant la première apparition de la manifestation ne laissa pas que de lui inspirer quelque inquiétude: «*Il aperçut parmi les assistants des figures inconnues dont l'expression avait quelque chose de sinistre. Je compris aussitôt, poursuit-il, qu'il y avait là des hommes impatients de renverser au profit de l'opinion représentée par Ledru-Rollin, Flocon, Albert et moi, ceux des membres du gouvernement provisoire qui représentaient une opinion contraire*». Alors, héroïque dans sa résolution, et comprenant les devoirs que lui imposait sa position particulière, il prit le premier la parole pour détourner le coup et pour combattre l'impatience des orateurs du peuple. Il fut secondé dans cette œuvre d'apaisement par Sobrier, Cabet et Barbès (12), et malgré les efforts énergiques de Blanqui et d'Huber, le peuple se laissa persuader de se retirer comme il était venu. M. Louis Blanc raconte, que, sur les escaliers de l'Hôtel-de-Ville, un moment où la manifestation allait se retirer, un homme du peuple s'élança brusquement vers lui et lui saisissant le bras avec colère: *Tu es donc un traître, toi aussi! «En pensant à cette injustice des passions, dit-il, je ne pus me défendre d'un sourire amer, et ce fut tout*».

Telle fut, reprit M. Louis Blanc avec une de ces hyperboles auxquelles nous a habitué M. de Lamartine, «*cette journée du 17 mars, la plus grande peut-être de toutes les journées historiques dans la mémoire des hommes (13)*».

(12) M. Garnier-Pagès dit dans son *Histoire de la Révolution de 1848*: «*Pour protéger le gouvernement provisoire contre un coup de main de M. Blanqui et de ses partisans, le club Popincourt (section des Droits de l'homme), sous la direction de MM. Sobrier, Barbès, Etienne Arago, etc., avait entouré l'estrade sur laquelle devaient monter les membres du gouvernement*».

(13) En réalité la journée du 17 mars fut remarquable par le calme admirable de la population qui conserva jusqu'au bout un ordre parfait. M. Louis Blanc put juger tout le premier combien ses appréhensions étaient peu fondées. Ce caractère est d'autant plus significatif que les sentiments qui animaient le peuple étaient graves et pénibles et qu'en réalité il n'obtint aucune satisfaction et put même concevoir de sombres pensées en songeant que ceux-là mêmes sur lesquels il comptait le plus, lui faisaient défaut, faibles sinon traîtres. Il ne faut pas oublier que la veille avait eu la manifestation réactionnaire de la garde nationale, dite des bonnets à poils, parce qu'elle avait pris pour prétexte de demander le maintien des grenadiers dans la garde nationale, où des cris de mort avaient été proférés contre les socialistes et contre Ledru-Rollin. Au moment où les cris de *Mort à Ledru-Rollin!* se faisaient entendre, Arago arrivait sur la place de l'Hôtel-de-Ville avec celui-ci. Un des hommes de la manifestation s'avança vers leur voiture avec un geste menaçant: «*Malheureux!* lui dit Arago, *oubliez-vous donc qu'ici même, à cette place, périt Foulon?*». Voici la proclamation qui fut affichée le matin de la manifestation du 17 mars: «*Le peuple a été héroïque pendant le combat, généreux après la victoire, magnanime assez pour ne pas punir! Il est calme parce qu'il est fort et juste! Que les mauvaises passions, que les intérêts blessés se gardent de le provoquer! Le peuple est appelé aujourd'hui à la haute direction morale et sociale! Il est de son devoir de rappeler fraternellement à l'ordre ces hommes égarés qui tenteraient encore de se maintenir en corps privilégiés dans le sein de notre égalité. Il voit d'un œil sévère ces manifestations contre celui des ministres qui a donné tant de gages à la Révolution. Que le peuple se réunisse donc aujourd'hui à dix heures sur la place de la Révolution! qu'il imprime sa volonté. Nous avons versé notre sang pour la défense de la République, nous sommes prêts à le verser encore. Nous attendons avec confiance la réalisation des promesses du gouvernement provisoire. Nous attendons... nous qui manquons souvent du nécessaire! A cette heure, ceux qui marchent contre la Révolution ouvertement et sourdement commettent, un crime de lèse-humanité! À nous donc, citoyens! Allons au gouvernement provisoire l'assurer de nouveau que nous sommes prêts à lui donner notre concours pour toutes les mesures d'ordre et de salut public*».

L'attitude du peuple, nous l'avons dit, fut en rapport avec ce langage digne et sévère. M. Garnier-Pagès, qui est loin d'être sympathique à l'idée de la manifestation pas plus qu'aux hommes qui la dirigeaient, rend cependant ce témoignage dans son *Histoire de la Révolution de 1848*: «*Cent-cinquante mille ouvriers, maîtres absolus de Paris, se dégagent des influences dont on les a enveloppés, suivent leur propre impulsion, se maintiennent rassemblés ou épars, et nulle atteinte n'est portée à un droit, à un intérêt. Leurs chants patriotiques et leurs masses inquiètent quelques marchands, qui se disposent à fermer leurs magasins: Ne craignez rien, ne craignez rien! leur disent-ils, nous vous ferons respecter! Ne sommes-nous pas tous frères? L'historien doit retracer sans hésitation et avec sévérité, les jours funestes où le peuple, égaré par de farouches passions, se livre à des actes insensés ou criminels; mais son devoir est d'élever le peuple lorsqu'il s'élève, de le grandir lorsqu'il se grandit, de le glorifier lorsqu'il se glorifie. Ce sera un éternel honneur pour la nation française d'avoir, en juillet 1830 et en février 1848, fait deux révolutions pures de tout crime, de tout excès et de toute persécution*». (suite en bas de la page suivante).

Comment faut-il juger cette attitude de M Louis Blanc et cette imperturbable satisfaction de lui-même qui a survécu à toutes les épreuves? Car les pages auxquelles nous-avons emprunté de nombreuses citations furent écrites, non le 17 mars au soir, mais longtemps après, en 1849, alors que M. Louis Blanc, victime lui-même de son imprévoyante générosité, avait dû demander un refuge à une terre étrangère et que la République n'était plus qu'une ombre chassée par l'aurore renaissante du soleil impérial. «*M. Ledru-Rollin, Crémieux et Lamartine ont eu le droit de dire que le 17 mars fut une belle journée et d'en revendiquer l'honneur, écrit Proudhon (Confessions d'un révolutionnaire). Eux ne voulaient pas la dictature, et ce jour-là la France fût peut-être sauvée des dictateurs. Mais Louis Blanc et ceux qui, à son exemple demandaient l'ajournement indéfini des élections, afin que le gouvernement, revêtu d'une autorité sans bornes, eût le temps de faire le bien, ceux-là doivent avouer que ce fut pour eux une pitoyable journée. Quoi! voici un homme convaincu que la dictature est nécessaire pour faire le bien du peuple; que les hommes du pouvoir, ses collègues, sont hostiles au progrès; que la Révolution est en péril si on ne réussit à les remplacer: il sait que l'occasion est rare; qu'une fois échappée elle ne revient plus; qu'un seul instant lui est donné pour frapper un coup décisif, et quand arrive ce moment, il en profite juste pour refouler ceux qui lui apportent leurs dévouements et leurs bras; il se détourne de leurs sinistres figures!*»

M. Louis Blanc a essayé de repousser ce reproche de Proudhon: «*Porter la main sur la majorité du Conseil pour l'abattre, c'eût été tout embraser, dit-il. Plaçons-nous dans l'hypothèse la plus favorable! admettons que le lendemain du renversement de la majorité, la bourgeoisie eût été contenue rien que par sa frayeur. Toujours est-il que le commerce aurait reçu le coup de grâce; que les capitaux, déjà trop prompts à se cacher, auraient pris la fuite de toutes parts; que les ateliers se seraient fermés de plus belle: qu'une perturbation générale, profonde, incalculable dans ses résultats s'en serait suivie... Aurait-il donc fallu, pour dominer la crise, interner les capitaux par voie de décret, déclarer les frontières suspectes, faire fouiller les maisons, rétablir le maximum, porter la lampe au fond de chaque fortune, ressusciter la Terreur, et en cas de résistance trop vive relever l'échafaud que nous avons abattu? Mais quoi! ce n'est rien encore. Par quel gouvernement, au profit de quelles idées, avec quelle chance raisonnable de succès tout cela se serait-il accompli?». Certes, les adversaires les plus acharnés de M. Louis Blanc n'eussent pas tracé un tableau plus effroyable des conséquences qu'eut pu entraîner son élévation au pouvoir. Mais qu'est-ce à dire? N'est-ce pas un éclatant aveu d'incapacité et d'impuissance? Du moment d'ailleurs que M. Louis Blanc ne craint pas de demander par quel gouvernement, et au profit de quelles idées il eût fallu remplacer ce qu'on aurait renversé, il n'y a rien à ajouter. Mais que deviennent alors ses déclamations contre le mauvais vouloir de ses collègues qui lui ont enlevé tout moyen d'appliquer ses idées? N'est-ce- pas à notre tour de demander: *Quelles idées?**

La vérité est que l'incapacité de tous ces hommes était égale et qu'ils s'étaient les uns les autres sur cette incapacité mutuelle comme sur leur sauvegarde. M. Louis Blanc le reconnaît sans le vouloir en nous donnant les motifs qui lui faisaient attacher tant de prix au maintien de l'intégrité du gouvernement provisoire: «*Les dissidences qui, au point-de vue de l'unité d'action, auraient fait de ce gouvernement un très mauvais pouvoir, constituaient son originalité comme gouvernement de passage destiné à garder la place de la souveraineté. Oui, l'hétérogénéité même des éléments dont il se composait était de nature à sauver la situation parce qu'elle tendait à maintenir en équilibre les diverses forces de la société». On peut d'abord demander ce que signifie en face de cette déclaration l'opinion émise quelques lignes plus haut sur la nécessité d'une autorité dictatoriale pour prendre l'initiative des vastes réformes à accomplir. Oui, mais quelles réformes? Et c'est parce que M. Louis Blanc ne le sait pas qu'il préfère le maintien de l'équilibre des diverses forces, de la société, c'est-à-dire du statu quo? Mais c'est ériger en théorie l'impuissance! A quoi bon une révolution dès lors? Est-ce que l'effet d'une révolution, qui poursuit un but réel et défini, ne doit pas être de rompre l'ancien équilibre pour rétablir un équilibre nouveau sur des bases nouvelles?*

Le gouvernement provisoire publia le lendemain une proclamation pour remercier le peuple de la manifestation imposante dont il avait donné le magnifique spectacle: «*Peuple de Paris, dit cette proclamation, vous avez été aussi grand dans cette manifestation si régulière et si bien ordonnée que vous avez été courageux dans vos barricades». Ce n'est pas tout: le gouvernement provisoire se rendit en corps au Luxembourg, et M. Arago adressa ces paroles aux délégués du peuple qui avaient dirigé la manifestation: «Le gouvernement provisoire a désiré vous voir réunis autour de lui pour vous remercier du fond de son cœur de la magnifique, de l'imposante démonstration d'avant-hier. Vous avez montré au monde entier que nous avons résolu dans notre pays un problème qui semblait insoluble, que nous savons faire marcher de front l'ordre et la liberté». Ce qui n'empêcha pas, quelques mois plus tard, ces mêmes hommes, à commencer par M. Arago, de traiter cette manifestation de factieuse et usurpatrice!*

C'est précisément parce que les hommes qui eurent la direction du mouvement n'étaient préparés à rien de semblable, M. Louis Blanc pas plus que les autres, que la révolution de 1848 a fait un fiasco si complet. Nous ne plaignons pas M. Louis Blanc, ni ses collègues du gouvernement; mais quand on songe au peuple confiant et crédule qui après s'être fait tuer pour eux en février, allait être mitraillé par eux en juin (14), et soumis pendant des années à toutes les péripéties de la répression et de l'arbitraire, on se demande si les hommes qui consentent à jouer ce jeu terrible pour la satisfaction d'une ambition misérable et incapable même de soutenir le rôle auquel elle a prétendu, on se demande si ces hommes ne sont pas de grands coupables? Et il ne faut pas leur permettre dans tous les cas de se faire un piédestal glorieux de cette ambition et de cette incapacité si funeste à l'humanité!

Le 16 avril, une nouvelle manifestation fut organisée pour rappeler au gouvernement que la recherche des moyens d'abolir le prolétariat devait tenir la première place dans ses préoccupations.

Mais le gouvernement provisoire, pris à l'improviste le 17 mars, avait eu le temps depuis de préparer ses forces. Le peuple avait demandé l'éloignement des troupes, on le lui avait promis solennellement. Mais on sentait plus que jamais au contraire le besoin d'une force armée pour comprimer la puissance du peuple : on préparait en secret le rappel des troupes, M. Arago s'efforçait de faire rentrer subrepticement quelques régiments dans Paris. En tous cas, on prenait tous les moyens de suppléer aux troupes absentes. On s'était concilié l'appui de la garde nationale, en flattant ses dispositions réactionnaires. Ç'avait été la besogne de M. Marrast (15). M. de Lamartine s'était chargé du soin d'organiser la garde mobile (16). M. Marie avait embrigadé les ateliers nationaux (17). En même temps, pour enlever au peuple son chef le plus résolu; on s'efforçait de perdre et de déconsidérer Blanqui: M. Taschereau publiait dans sa *Revue rétrospective* une prétendue dénonciation que Blanqui aurait adressée autrefois au gouvernement contre la *Société des Saisons*. Cette publication émut peu le peuple qui la méprisa comme elle le méritait, mais elle fournit un aliment à l'antagonisme qui existait d'ancienne date entre Barbès et Blanqui, et cette division des deux chefs populaires devait neutraliser et compromettre par la suite tous les efforts qui seraient tentés.

D'autre part M. de Lamartine circonvenait M. Ledru-Rollin, et parvenait si bien à l'engluer que le 16 avril, il s'effraya, comme M. Louis Blanc s'était effrayé au 17 mars, d'une manifestation, qui n'était certainement pas dirigée contre lui: il se crut engagé d'honneur à protéger ses collègues, et ce fut lui qui ordonna de faire battre le rappel, initiative que n'eût probablement osé prendre aucun autre des membres du gouvernement provisoire (18). Enfin M. le général Ghangarnier se trouva tout à point à l'Hôtel-de-Ville pour organiser la résistance (19).

(14) Précisément pour cette incapacité et pour cette inertie, M. Louis Blanc, comme les autres membres du gouvernement provisoire, a sa part dans la responsabilité des funestes journées de juin, bien qu'il en ait été lui-même une des

(15) «M. Marrast qui, en qualité de maire de Paris, était chargé de procéder à la reconnaissance des officiers de la garde nationale, en prit occasion de les rassembler fréquemment, de les haranguer, de s'ouvrir plus ou moins selon qu'il les trouvait disposés, sur les attaques projetées contre l'Hôtel-de-Ville et sur la nécessité d'une défense énergique de la société. Parlant, tantôt vaguement, tantôt d'une manière précise, du jour prochain où la lutte ne pouvait manquer de s'engager entre les communistes et les républicains modérés, défenseurs de la famille et de la propriété, il les animait, il les préparait au combat» (Daniel Stern, *Histoire de la révolution de 1848*.)

(16) On entretenait la garde mobile dans les mêmes dispositions que la garde nationale, relativement à l'éventualité d'une lutte prochaine: on lui donnait des munitions, des gibernes pleines de cartouches; on l'exerçait activement au maniement des armes.

(17) M. Marie s'était fait donner un crédit supplémentaire de cinq millions, il avait fait de nouveaux embrigadements considérables. Le 28 mars, MM. Marie et Marrast avaient passé une revue générale des ateliers nationaux, ils les avaient encouragés par leurs louanges et ils leur avaient accordé l'élection de leurs brigadiers. M. Marie fit inscrire 60.000 hommes des ateliers nationaux sur le rôle de la garde nationale. Il invitait M. Emile Thomas, placé par lui à la tête des ateliers nationaux, à fonder un club, pour les entretenir dans ces dispositions, et il lui disait: «*Veillez à ce qu'ils soient armés; ne ménégez pas l'argent. Le jour n'est peut-être pas loin où il faudra les faire descendre dans la rue*». C'est ainsi que l'on attisait le feu de la guerre civile.victimes.

(18) M. Ledru-Rollin était accouru, tout effaré, le matin, chez M. de Lamartine, en disant: «*Nous sommes perdus: cent mille hommes sont en marche sur Hôtel-de-Ville, les corporations du Luxembourg sont maîtresses du mouvement; Blanqui, au champ de Mars, les excite et les dirige. Les factieux usurent mon nom, je les renie*».

M. Louis Blanc d'ailleurs, fidèle à sa politique de transaction, avait promis de s'interposer entre les promoteurs de la manifestation et le gouvernement. Mais on n'eut pas besoin de son intervention, et quand les délégués du peuple, partis du champ de Mars où ils s'étaient réunis pour élire les quatre officiers d'état-major de la garde nationale laissés au choix du peuple, voulurent défilé devant le gouvernement provisoire auquel ils apportaient l'offrande d'une collecte patriotique, ils trouvèrent la place de l'Hôtel-de-Ville hérissée de baïonnettes, et furent accueillis par les cris de haine et de guerre de la contre-révolution. C'est au milieu d'une double rangée de baïonnettes que s'opéra le défilé des corporations et des clubs dont les cris sympathiques à quelques membres de la minorité du gouvernement furent étouffés par des vociférations: *A bas les communistes!*

Le soir, la garde nationale célébra son triomphe en parcourant Paris aux cris mille fois répétés de: *A bas les communistes! mort à Blanguil! mort à Cabet!* La maison de M. Gabet, heureusement absent, fut envahie par une troupe poussant des cris de mort (20). La nuit, la garde nationale se rendit en corps au ministère de la Justice pour demander le rappel des troupes. M. Crémieux promit qu'on obtempérerait aux vœux du peuple. On se sépara aux cris de: *Vive l'armée et le gouvernement provisoire*, qui avait enfin trouvé l'occasion qu'il attendait depuis longtemps, prépara en l'honneur de l'armée cette fameuse fête de la Fraternité, dont nous avons signalé plus haut le singulier caractère.

C'est ainsi que la Révolution fut jouée par MM. de Lamartine, Marrast, Garnier-Pagès et Marie, et leur trahison fut secondée par la faiblesse incurable de MM. Louis Blanc et Ledru-Rollin. Nous dirons dans le chapitre suivant la part prise à la réaction par ce dernier.

Vainement voudraient-ils abriter leur conduite sous un faux masque de générosité. Le gouvernement, en temps de révolution surtout, ne comporte pas ces ménagements, parce qu'il a des intérêts plus graves à sauvegarder que la politesse vis-à-vis des personnes. Quand on accepte cette responsabilité redoutable de prendre en ses mains la direction des destinées de son pays, il faut avoir, ce sont les premières et les plus essentielles qualités, la sûreté du coup d'œil et l'audace de la décision: il faut avoir la confiance en soi-même et la force d'imposer sa volonté; on n'a pas le droit de s'effacer par une fausse modestie, car en ce cas ce n'est pas soi-même que l'on sacrifie, on trahit l'idée que l'on représente; l'abnégation personnelle n'est pas de mise dans une semblable situation. Personne n'est obligé d'accepter le gouvernement; quand on ne se sent pas la force d'intelligence et la force de caractère nécessaires

(19) Le général Ghangarnier, dès les premiers jours de la République, avait écrit au gouvernement provisoire pour demander qu'on l'employât. Il voulait mettre au service de la République, disait-il, «*sa volonté et son habitude de vaincre et demandait qu'on l'envoyât à la Ironlière la plus exposée*». M. Ghangarnier songeait alors à la possibilité d'une guerre extérieure; mais ses services parurent meilleurs pour aider le gouvernement dans la guerre intérieure. On le retint à Paris: au 17 avril, on le chargea d'organiser la résistance à l'Hôtel-de-Ville: si les événements se fussent précipités et si le général Cavaignac n'eût pas eu le temps d'arriver d'Afrique, ç'aurait été à lui qu'on aurait confié la dictature militaire. Plus tard, il devint l'épée dévouée de la réaction Odilon Barrot, Thiers, Dufaure, Faucher.

(20) A la nouvelle de la violation de son domicile, M. Cabet écrivit au gouvernement provisoire: «*Si j'avais été assassiné, je l'aurais été moins de deux mois après une révolution populaire, au nom de la République, au nom des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, sans qu'aucun pouvoir public eût dit un mot pour détruire la calomnie, pour arrêter la menace, pour protéger le domicile, la personne et la vie d'un citoyen si publiquement en péril. Le rapprochement que l'on est tout naturellement porté à faire entre l'attitude du peuple au 17 mars, et celle de la garde nationale le 16 avril, n'est pas à l'avantage de cette dernière. Nous verrons le 15 mai provoquer les mêmes vociférations; mais c'est surtout la comparaison de l'attitude du peuple après la victoire de février et de l'attitude de la bourgeoisie après la victoire de juin, qui est saisissante. Bans cette perquisition violente et arbitraire faite au domicile de M. Cabet on trouva chez lui quelques mauvais fusils, et plus tard, il fut condamné à un mois de prison pour ce fait, qualifié de détention illégale d'armes de guerre.*

En réalité, il est probable que la manifestation du 16 avril, si on l'eût laissée se développer paisiblement, se fût terminée pacifiquement comme celle du 17 mars. Il eût fallu l'initiative de M. Louis Blanc ou de M. Ledru-Rollin, ce qui n'était pas à craindre, pour lui donner un caractère agressif contre le gouvernement. Les délégués des corporations rédigèrent le lendemain une déclaration dans laquelle ils protestaient contre les intentions mensongères qu'on leur prêtait, et pour affirmer qu'en se réunissant au Champ de Mars pour se rendre de là à l'Hôtel-de-Ville, leur but n'avait pas été autre que celui-ci: «*1- élire les quatre ouvriers devant faire partie de l'état-major de la garde nationale; 2- prouver que les idées d'organisation de travail et d'association sont les seules idées du peuple, et que, suivant lui, la révolution de Février serait avortée, si elle ne devait pas avoir pour effet de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme; 3- enfin offrir au gouvernement provisoire, après lui avoir exprimé nos vœux, l'appui de leur patriotisme contre les réacteurs*». Cette protestation se termine en ces termes: «*Il faut donc qu'on le sache bien, rien dans la journée d'hier n'était de nature à motiver les alarmes. Le peuple sait qu'il est fort; il lui est permis de rester calme, il est la pour défendre la Révolution telle qu'il la comprend; sous sa sauvegarde elle ne périra pas*».

pour ce rôle, on donne sa démission et on se retire. Mais quand une fois on a accepté cette responsabilité redoutable, on n'a plus le droit d'en décliner les charges.

C'est à partir du 16 avril que se déchaîna ouvertement la réaction contre le socialisme (21), et, derrière le socialisme, c'est la République elle-même qu'on voulait atteindre.

Les dénonciations pleuvaient à la préfecture de Police en si grand nombre, qu'il semblait, a dit M. Caussidière, que la moitié de Paris voulût faire emprisonner l'autre. La haine contre les clubs se manifesta par tant de violence que le gouvernement dut intervenir par une proclamation rédigée par M. Crémieux et modifiée par M. Louis Blanc pour rappeler les citoyens au respect de la liberté (ée)... Par une autre proclamation, le gouvernement « déclarait désapprouver de la manière la plus formelle tout cri provocateur, tout appel à la division entre les citoyens, toute atteinte portée à l'indépendance des opinions pacifiques ».

Mais le coup était porté: les élections eurent lieu sous cette impression, et quand l'Assemblée constituante se réunit le 4 mai, malgré ses protestations apparentes, la majorité avait déjà condamné au fond de son cœur non-seulement le socialisme, mais aussi la République. Ce fut M. Louis Blanc qui supporta le premier choc: on lui fit expier cruellement son imprévoyance, sa faiblesse, ou, s'il le veut, sa générosité intempestive.

Tous les membres du gouvernement provisoire vinrent successivement rendre compte à l'Assemblée de la gestion qui leur avait été plus spécialement confiée. De tous ces rapports, il n'y eut que celui de M. Louis Blanc qui fut froidement accueilli. Au lieu de lire comme tous ses collègues un travail préparé d'avance, M. Louis Blanc improvisa à la tribune. Cela parut une affectation malséante, et on ne se fit pas faute de le dire; M. Louis Blanc prétend qu'il n'avait pas été prévenu et qu'il n'avait en conséquence pu se préparer. Ce serait là un petit procédé qui ferait peu d'honneur à ses collègues.

La première question qui se posa à l'Assemblée, fut celle de la constitution du pouvoir. Le maintien du gouvernement provisoire était à tout prendre la combinaison la plus simple et la plus satisfaisante. Mais elle fut écartée, « *parce que même au sein du parti républicain, on voulait se défaire de certains hommes du gouvernement provisoire, notamment de MM. Louis Blanc et Albert, qui représentaient plus particulièrement l'opinion socialiste (23)* ». Il fut décidé que le pouvoir serait confié à une commission de cinq membres. Naturellement M. Louis Blanc fut écarté. La commission du pouvoir exécutif fut composée de MM. Arago, Garnier-Pagès, Marie, de Lamartine et Ledru-Rollin. Des portefeuilles furent confiés à MM. Flocon, Crémieux, Carnot, Bethmont. En réalité MM. Louis Blanc et Albert seuls des anciens membres du gouvernement provisoire furent exclus du nouveau gouvernement. Ils donnèrent immédiatement leur démission de président et de vice-président de la commission du Luxembourg. M. Louis Blanc demanda à l'Assemblée de substituer à cette commission devenue sans objet un ministère de travail et de progrès (24). L'Assemblée accueillit dédaigneusement cette proposition, feignant d'y voir un intérêt personnel,

(21) « *Après le 16 avril, le socialisme souleva contre lui toutes les colères: on l'avait vu, minorité imperceptible, toucher au gouvernement. Ce qui fait que les partis se détestent, c'est bien moins la divergence de leurs idées que leur tendance à se dominer l'un l'autre; on se soucie peu des opinions; on n'a d'inquiétude que du côté du pouvoir* ». (Proudhon, Confessions d'un révolutionnaire.) Cette observation de Proudhon rappelle un mot profond de Béranger, prononcé vers la même époque: « *Eh bien! cela ne va guère?* » disait-il à M. Marrast. « *Que voulez-vous? la différence de nos opinions...* »; « *Dites plutôt la ressemblance de vos ambitions* ».

(22) Voici les principaux passages de cette proclamation: « *Citoyens, la République vit de liberté et de discussion. Les clubs sont pour la République un besoin, pour les citoyens un droit... Le gouvernement provisoire protège les clubs... Citoyens, le gouvernement provisoire, fidèle à son principe, veut la sécurité dans l'indépendance des opinions. Il a déjà pris des mesures propres à la protéger; il ne peut vouloir que les armes soient mêlées aux délibérations. Notre République, c'est l'union, c'est la fraternité, et ces sentiments excluent toute pensée de violence. La meilleure sauvegarde de la liberté, c'est la liberté* ».

(23) Babaud-Larivière, *Histoire de l'Assemblée constituante*.

(24) M. Louis Blanc terminait son discours par cette avertissement, auquel l'insurrection de juin, quelques semaines plus tard, venait tristement donner raison: « *Oui, je crains que la société, si on la laisse descendre la pente qu'elle descend, ne marche à un abîme, et je ne crois pas que pour cesser de marcher à un abîme, il suffise de choisir la nuit* ».

bien que M. Louis Blanc eut formellement déclaré son intention de rester étranger au pouvoir jusqu'au vote de la Constitution. Mais tout en se montrant hostile à M. Louis Blanc (25), l'Assemblée affectait une très-grande sympathie pour les idées sociales. Seulement disait M. Freslon, exprimant la pensée de ses collègues, *«il ne faut pas personnifier la question sociale dans un système»*. Et il faisait cette déclaration significative, qui ne devait laisser aucun doute sur sa sincérité: *«L'Assemblée nationale qui est ici, posera nécessairement toutes les grandes bases de l'organisation du travail. Si elle ne le faisait pas, elle serait maudite par la postérité! La France la mépriserait»*. M. Sénard donnait en termes non moins explicites la réplique à M. Freslon: *«La Révolution de février est par-dessus tout une Révolution sociale, tout le monde l'a dit hautement, tout le monde l'a senti. Nous avons avant tout, à faire une série d'institutions sociales qui substituent partout, dans les faits comme dans les mots, la liberté à l'oppression, l'égalité au privilège, la fraternité à l'égoïsme»*. M. Démosthènes Ollivier venait confirmer ces dispositions: *«Les discussions sur la Constitution me paraissent prématurées. Il y a une nécessité pressante, un besoin urgent, brûlant, dirai-je, c'est celui de nous occuper immédiatement et avant toute discussion, avant toute délibération, du sort des travailleurs (26)»*. L'Assemblée décida, séance tenante, la nomination d'une commission des travailleurs. Mais on ne devait pas tarder à voir combien étaient peu sincères toutes ces démonstrations!

La journée du 15 mai vint dispenser la majorité de tous les ménagements qu'elle avait cru devoir garder d'abord, et la République se trouva jetée promptement en pleine réaction. En cette occasion M. Louis Blanc éprouva cruellement les inconvénients d'une popularité sans autorité. Il s'efforça vainement de persuader au peuple de se retirer: on applaudit sa personne, sans tenir aucun compte de ses paroles; on l'associa malgré lui à la manifestation en le portant en triomphe (27). M. Louis Blanc fût ainsi livré par le peuple aux soufflets de ses ennemis. Et quand il revint prendre son poste à l'Assemblée, des gardes nationaux se précipitèrent sur lui, en proie à un incroyable accès de rage. Il fallut que plusieurs de ses collègues vinssent le protéger contre ces furieux qui criaient: "Il n'est pas besoin de le mettre en accusation, il faut le tuer, ce sera plus tôt fait". Il entra dans l'Assemblée ses vêtements en lambeaux; mais au lieu trouver auprès de ses collègues les égards que commandait le seul sentiment de l'humanité, il ne rencontra que des dispositions hostiles. Ayant voulu monter à la tribune, il fut interrompu par des murmures violents, auxquels se mêlèrent les insultes les plus grossières, et il dut renoncer à dominer les bruyantes exclamations que chacune de ses paroles soulevèrent. Le lendemain il invita les auteurs des injures qui lui avaient été adressées à se faire connaître; mais sa lettre, publiée dans les journaux, resta sans réponse.

pour y marcher; il faut que la lumière descende sur la situation. C'est à vous à la faire descendre, et par là vous aurez conquis des droits immenses, je ne dis pas seulement à la reconnaissance du peuple, mais à la reconnaissance de la postérité; et vous aurez conjuré des périls dont souvent on ne comprend bien la portée que lorsqu'on les touche de la main. On disait avant la révolution de Février: "Prenez garde à la révolution du mépris!" Eh bien! c'est à nous à rendre impossible, et cela se peut, la dévolution de la faim».

(25) Malheureusement M. Louis Blanc prêtait avec trop de facilité le flanc aux attaques. Il y avait dans ses paroles une personnalité excessive et presque malade. Il se montrait sensible au delà de toute mesure aux mécomptes qu'on lui avait fait subir, et il se posait sans cesse en victime, en martyr de son dévouement à la cause populaire: *«Beaucoup d'amertume est entrée dans mon cœur, c'est vrai, disait-il, mais je m'attendais à tout ce qui s'est fait; je savais que l'on n'attaque pas impunément la force; je savais que ce n'est pas impunément qu'on émet des idées nouvelles devant des hommes pénétrés de la nécessité des idées anciennes. Je savais que je me ferais beaucoup d'ennemis, que je souffrirais pour le peuple!»*. Ces paroles faisaient éclater de vives réclamations. *«Vous ne parlez que de vous! disait-on. Attendez donc la postérité!»*. Et les quolibets pleuvaient qui, quelque temps plus tard, devaient dégénérer en insultes. M. Peupin, soi-disant ouvrier horloger, impatient de se concilier les sympathies de la majorité et qui ne tarda pas à devenir l'enfant chéri de la réaction, M. Peupin adressait à M. Louis Blanc cette parole d'autant plus cruelle qu'elle était juste en réalité: *«Je ne dirai pas que la commission du Luxembourg a été coupable, et cela par une bonne raison, c'est que l'on n'est pas coupable quand on n'a rien fait»*.

(26) M. Buchez disait dans le discours inaugurant sa présidence de l'Assemblée: *«Nous nous sommes engagés, nous qui sommes les élus de tous, à nous occuper de tous, et particulièrement de cette classe, de cette portion pauvre, malheureuse de la population, dont jamais personne ne s'était occupé. Nous ne ferons pas comme le pouvoir déchu, nous ne fermerons pas les yeux, nous n'ajournerons pas les questions. Toutes ces questions peuvent être résolues»*.

(27) Voici comment s'exprime à ce sujet M. Louis Blanc lui-même dans une note justificative distribuée à ses collègues: *«J'eus beau me débattre violemment, j'eus beau répondre à diverses reprises aux acclamations passionnées qui retentissaient autour de moi, que le seul cri vraiment digne du peuple était: Vive la République. Je m'épuisai en efforts inutiles. Dix fois je tombai dans la foule qui m'entraînait, dix fois des bras robustes me soulevèrent. Il y en avait qui se précipitaient sur moi pour m'embrasser; d'autres criaient: "Prenez garde de l'étouffer". C'est ainsi que, malgré moi, je fus porté dans l'Assemblée à travers la masse compacte des envahisseurs. Ceux qui ont assisté à cette scène ont pu juger à mon attitude si je n'ai pas tout fait pour empêcher ce funeste éclat»*.

Ces violences et ces avanies ne suffisaient pas encore aux ennemis acharnés de M. Louis Blanc, qui essayaient contre lui toute l'ardeur rancuneuse qu'ils allaient déployer bientôt contre la Révolution. Bien que le rôle réel de M. Louis Blanc, au 15 mai, ne fût douteux pour personne, on songea à le mêler aux poursuites dirigées contre ceux qui avaient envahi l'Assemblée. Il était notoire au contraire que tous ses efforts avaient tendu à persuader aux envahisseurs de se retirer, et il n'avait consenti à intervenir auprès de la foule que sur les instances de plusieurs de ses collègues, et après en avoir obtenu l'autorisation officielle du président M. Bûchez qui, à la vérité, avait complètement perdu la tête, et ne fut guère en état plus tard de rendre compte de ce qu'il avait fait et de ce qu'il n'avait pas fait. Dans un rapport plein de restrictions flatteuses, plein de fiel, chef-d'œuvre de perfidie savante et qui fut spirituellement comparé par Ribeyrolles, dans *la Réforme*, à une jatte de lait empoisonnée, M. Jules Favre conclut à l'autorisation des poursuites. La trame avait été artificieusement ourdie, on avait répandu sourdement, parmi les représentants, le bruit que M. Louis Blanc était, le 15 mai, à l'Hôtel-de-Ville. M. Marrast avait dit confidentiellement à quelques personnes qu'il l'y avait vu, que lui-même avait protégé son évasion. C'était un odieux mensonge. Interpellé publiquement à l'Assemblée, M. Marrast dut le désavouer (28). Dès lors tout l'échafaudage sur lequel reposaient les calculs des ennemis de M. Louis Blanc s'écroula, et malgré le mauvais vouloir de l'Assemblée, la demande en autorisation de poursuites fut rejetée (29). Mais ils devaient ressaisir la proie qui leur échappait, et après les événements de juin, à la suite de l'enquête Quentin Bauchart dans laquelle on avait vainement essayé de compromettre M. Louis Blanc avec l'insurrection, l'Assemblée se déjugant, donna le 25 août l'autorisation de poursuite pour les événements du 15 mai, qu'elle avait refusée le 3 juin (30).

M. Louis Blanc quitta la France pour échapper à la détention préventive et alla se réfugier à Londres, où il habite encore aujourd'hui. Pendant trois ans de 1849 à 1851, il prit une part active à la polémique révolutionnaire. Il ne négligea aucune occasion de protester contre les calomnies auxquelles il était en butte, et surtout contre l'accusation d'avoir fondé les ateliers nationaux, organisés par M. Marie, comme on sait, et dans l'intention précisément de combattre l'influence du Luxembourg et de M. Louis Blanc. Ses protestations sont contenues dans une brochure intitulée: *Appel aux honnêtes gens*. Dans les Pages d'histoire de la révolution de février 1848, il rétablit le caractère du rôle politique qu'il avait joué dans le gouvernement provisoire. Enfin il fit un journal mensuel de polémique socialiste sous ce titre: *le Nouveau-Monde*, dont le premier numéro parut le 16 juillet 1849 et dont la publication fut continuée jusqu'à la fin de l'année 1851. En somme, M. Louis Blanc fut de tous les hommes qui passèrent au pouvoir en 1848, celui qui fut le plus maltraité par la réaction. C'est qu'aussi aucun ne donna autant de prise à ses ennemis. Il fut un instant, comme nous l'avons dit, le maître de la situation; les destinées de la République furent

(28) Il fallut pousser en quelque sorte à la tribune M. Marrast par les provocations les plus directes, pour lui arracher ce désaveu. Les termes mêmes qui consacrent ce souvenir si peu honorable méritent d'être rapportés: «*Je n'aurais vu aucun inconvénient, dit-il, à répondre plus tôt à l'interpellation qui m'a été adressée, si elle m'avait été faite dans les termes qu'a employé le dernier orateur (M. Raynal) mais je n'aime pas les sommations et je n'ai pas l'habitude d'y répondre; et toutes les fois qu'on manquera vis-à-vis de moi aux choses de convenance, j'y répondrai par le silence le plus absolu. Quant au fait dont il s'agit, j'ai cru, je dois le dire, le premier jour seulement, que le citoyen Louis Blanc était venu à l'Hôtel-de-Ville. Voici les raisons qui m'ont porté à le croire. Pendant le temps que la foule était sur la place de l'Hôtel-de-Ville, je l'ai entendu très-souvent crier à plusieurs reprises: Vive Louis Blanc! Vive Albert! Vive Barbès! Au moment où je suis sorti de l'Hôtel-de-Ville, un citoyen qui était à mes côtés m'a affirmé que le citoyen Louis Blanc avait été à l'Hôtel-de-Ville, et qu'il avait favorisé son évasion en le faisant sortir par une petite porte donnant sur la rue Lobau. J'ai fait immédiatement toutes les recherches, d'une part, pour retrouver ce citoyen, et d'un autre côté pour m'assurer si ces renseignements étaient exacts; je dois dire avec la même sincérité, qu'après m'être assuré des citoyens qui étaient placés dans l'escalier, par lequel Louis Blanc aurait pu sortir, et des dispositions qui avaient été prises dans l'intérieur, après avoir interrogé ceux qui étaient entrés dans les différentes salles qu'on avait parcourues, il m'est resté la conviction la plus complète que jamais Louis Blanc n'avait mis les pieds à l'Hôtel-de-Ville dans la journée du 15 mai*». (Séance du 3 juin).

(29) Voir au chapitre VIII consacré à M. Jules Favre, les circonstances qui accompagnèrent ce rejet.

(30) Le 25 juin, M. Armand Marrast vota pour la demande en autorisation de poursuites, ainsi que M. le général Cavaignac, Or, M. de Girardin affirma que le général Cavaignac lui avait dit, dans *la Presse*: «Quant à M. Louis Blanc, ma conviction profonde est qu'il n'est pas plus coupable que moi, M. Jules Favre eut la convenance de s'abstenir. - Du 9 juin au 25 avril, M. Louis Blanc ne prit que peu de part aux discussions de l'Assemblée: cependant il vota contre le bannissement de la famille de Louis Philippe, tandis que M. Duvergier de Hauranne votait pour, et que M. Odilon Barrot, n'ayant ni le courage de la fidélité, ni celui de la défection s'abstenait. Il prit la parole pour s'opposer à l'exclusion du prince Louis-Napoléon, et enfin il parla contre le cautionnement des journaux.

dans ses mains; il disposait d'un pouvoir immense, il ne sut pas s'en servir: il appliqua tous ses efforts à neutraliser sa propre influence, à se confondre dans une solidarité complète avec ses collègues, dont les dispositions hostiles et anti-révolutionnaires n'étaient un mystère pour personne, en un mot, à maintenir en équilibre les diverses forces de la société, suivant sa propre expression, ce qui était conserver le champ libre pour la réaction, provoquée ainsi à profiter des facilités qu'on lui offrait. Mais alors M. Louis Blanc, objectif désigné des attaques révolutionnaires, ne se montra pas à la hauteur de la situation: au lieu de stimuler la force révolutionnaire qui pouvait encore se grouper à sa voix, et d'engager franchement et courageusement la lutte, il se drapa dans son manteau d'homme d'État incompris, épuisa ses efforts à se défendre, à se justifier, en se livrant lui-même à ses ennemis; et ainsi il en arriva à compromettre complètement sa propre dignité et jusqu'à celle du parti qu'il représentait. Si les destinées du socialisme eussent vraiment reposées sur sa tête, comme il put le croire un instant et comme il ne cessa d'en être persuadé, c'en était fait du socialisme, qui fût tombé avec lui sous l'impuissance et sous le ridicule. Et même, de l'exil, tout entier à la préoccupation de sa propre personnalité, il ne sut faire entendre que des récriminations et des justifications fatigantes et stériles.

Depuis, M. Louis Blanc a renoncé à ses études socialistes; il a abandonné le rôle d'homme d'État qui convenait peu à son caractère; il eût put rester le poète et le littérateur du socialisme; mais il s'est retiré de la presse démocratique, et il est devenu un des écrivains les plus distingués et les plus autorisés de la presse libérale et conservatrice (31). *Le Temps*, de Paris, et *l'Etoile belge*, de Bruxelles, publient chaque semaine depuis plusieurs années ses *Lettres de Londres* toujours intéressantes et souvent remarquables.

Il a achevé son *Histoire de la Révolution*. Si M. Louis Blanc fût un pauvre homme d'Etat, c'est incontestablement un très grand écrivain, et il a su se faire une position dans l'opinion publique. Il jouit aujourd'hui d'une égale popularité auprès du peuple qui a conservé la légende de son passé socialiste et auprès des classes conservatrices qui, en admirant l'écrivain et en applaudissant à la modération de ses idées, ont oublié l'adversaire contre lequel elles firent gronder autrefois tant de haines implacables.

(31) Dans un journal fondé récemment, *la Démocratie*, on a publié un programme socialiste de M. Louis Blanc qui à pu donner à penser qu'il songeait à rentrer dans la vie politique active par la voie où il a débuté. Mais cet article est une simple réédition du programme du *Nouveau-Monde* de 1849. Deux légères corrections qui y ont été introduites par l'auteur indiquent, l'une surtout, que si ses idées se sont modifiées, ce n'est pas pour se rapprocher du mouvement socialiste contemporain, sur lequel du reste M. Louis Blanc a toujours gardé un prudent ou dédaigneux silence. En 1849, il affirmait le crédit gratuit: en 1868, réconcilié avec le capital, il écarte sans discussion cet article que les travailleurs continuent cependant à mettre sur leurs programmes. Enfin, par une concession à ses amis libéraux, M. Louis Blanc a remplacé: «l'état qui doit guider le peuple en marche vers la lumière et le bonheur» par cette périphrase: «les plus intelligents et les meilleurs».